

L'hon. M. Browne: L'honorable représentant de Greenwood nous a rappelé qu'il y avait une récession aux États-Unis et l'honorable député admettra, je pense, que notre économie est intimement liée à celle des États-Unis. Quand les États-Unis traversent une récession, ils ne peuvent acheter nos produits et aucune force au monde ne pourrait les leur faire acheter. Par conséquent, c'est infaillible, nos ventes aux États-Unis diminuent.

L'hon. M. Pickersgill: L'honorable représentant me permettrait-il de lui poser une question?

Des voix: Asseyez-vous!

L'hon. M. Pickersgill: Il me semblait bien qu'il refuserait.

L'hon. M. Browne: En 1956, on a averti l'ancien gouvernement qu'une récession s'en venait.

L'hon. M. Pickersgill: Ce n'est pas vrai.

L'hon. M. Browne: C'est le rapport secret qu'on avait caché et que le premier ministre a dévoilé.

L'hon. M. Pickersgill: Ce n'est pas vrai du tout!

L'hon. M. Browne: C'est la vérité. C'est ce qui est arrivé.

L'hon. M. Pickersgill: Il arrive que ce n'est pas vrai.

L'hon. M. Browne: L'honorable représentant...

L'hon. M. Walker: On va finir par vous enfermer, avec votre twist pickersgillien.

M. Benidickson: Voilà le genre de gouvernement que nous avons. Il va nous enfermer. Très bien, enfermez-nous.

L'hon. M. Browne: L'honorable député a répété ce que son chef avait dit. Il nous a décrit la merveilleuse prospérité et les mille bonnes choses dont le pays aurait bénéficié si son parti était resté au pouvoir. Mais ce parti a perdu presque tous ses meilleurs hommes; il ne lui en reste plus que trois ou quatre. J'ignore ce que ceux-là s'imaginent pouvoir faire.

Le chef de l'opposition a déclaré que ces merveilles se seraient produites si l'expansion, non seulement avait continué, mais si elle s'était maintenue au taux de 4 p. 100 qui, selon lui, était le rythme qu'elle connaissait alors jusqu'en 1957. Sans aucune preuve à l'appui, il a soutenu que le taux de l'expansion économique a décliné. J'ai sous la main les chiffres relatifs au produit national brut qu'a compilés le Bureau fédéral de la statistique. Le produit national brut s'élevait en 1956 à

30.6 milliards et en 1961 à 37.4 milliards, ce qui représente une augmentation...

M. Carter: En dollars constants?

L'hon. M. Browne: Ce sont des chiffres du Bureau fédéral de la statistique.

L'hon. M. Pickersgill: Il s'agit de l'augmentation de la population.

L'hon. M. Browne: Ce sont...

L'hon. M. Harkness: Vous feriez mieux de ne pas parler de dollars constants. Vous avez dévalué le dollar canadien plus que tout autre dans l'histoire du Canada.

L'hon. M. Browne: J'ai sous la main aussi les chiffres relatifs à l'augmentation de la population. La population est passée de 16 à 18 millions au cours de ces cinq années-là. En 1956 le Canada comptait 16 millions d'habitants et en 1961, 18 millions. Cela représente une augmentation de 2 millions, soit 2½ p. 100 par année. Le produit national brut a augmenté de 22 p. 100 au cours des cinq dernières années de 1956 à 1961, soit plus de 4 p. 100 par année, et il continue de s'accroître.

C'est un débat qui prend de larges proportions, monsieur le président. (*Exclamations*) L'honorable représentant et son chef en sont responsables. Quoi qu'il en soit, voici des chiffres.

L'hon. M. Chevrier: Ce n'était pas le premier ministre?

L'hon. M. Browne: Voici des chiffres qui indiquent une augmentation de 19 p. 100 des exportations de 1956 à 1961. Les importations n'ont augmenté que de 3.5 p. 100. Les honorables représentants peuvent donc constater que nous avons supprimé le déficit entre les importations et les exportations.

L'hon. M. Pickersgill: Supprimé le déficit?

L'hon. M. Browne: Le déficit commercial qui existait depuis nombre d'années jusqu'à cette année. Depuis cinq ans, le revenu des particuliers a augmenté de 30 p. 100 au Canada; le revenu ouvrier a augmenté de 30 p. 100; les profits des sociétés ont augmenté de 22 p. 100; même si l'honorable représentant a affirmé que la production n'avait pas augmenté, l'indice de la production industrielle a augmenté de 15 p. 100; les dépenses des consommateurs ont augmenté de 30 p. 100 et le total des épargnes personnelles a augmenté de 30 p. 100.

M. Crestohl: Pourquoi alors existe-t-il tant de difficultés au pays?

L'hon. M. Browne: Il faut avoir perdu la tête pour faire une observation comme celle que vient de formuler le préopinant.

M. Benidickson: Renfermez-le.